

«Depuis 40 ans, la France se couche devant le pouvoir algérien»

causeur.fr/19-mars-1962-commemorations-guerre-algerie-accords-evian-jean-sevillia-226967

Martin Pimentel

Samedi, les commémorations du 60^e anniversaire des accords d'Évian risquent d'être une énième démonstration du « en même temps » mémoriel d'Emmanuel Macron. Ses contorsions ne mettront pas fin à la politique de culpabilisation imposée par Alger.

Il y a soixante ans, après huit années de guerre, les Français d'Algérie étaient arrachés à leur pays suite aux accords d'Évian. Alors que l'Algérie instrumentalise l'histoire et que l'accord apparaît rétrospectivement comme un fiasco politique, le président Macron participera à la commémoration du 19 mars 1962 sous une forme « *conçue spécifiquement pour notre époque* », annonce l'Élysée.

Causeur. À quoi doit-on s'attendre de la part d'Emmanuel Macron pour les soixante ans des accords d'Évian ?

Jean Sévillia. Depuis son élection, Emmanuel Macron ne donne pas de vision cohérente de la guerre d'Algérie. Le président effectue des gestes mémoriels qui vont dans tous les sens. En septembre, il a demandé pardon aux harkis qui ont été abandonnés, et une loi de reconnaissance et de réparation a été votée en dernière lecture par le Sénat le 15 février. C'est son côté « Algérie française » ! Au mois d'octobre, il qualifiait de « *crimes inexcusables pour la République* » la répression à Paris de la manifestation interdite du FLN du 17 octobre 1961 – laquelle avait été assez violente même s'il y a contestation sur les chiffres de la part des historiens – et rendait hommage aux victimes. Il versait alors dans le mémoriel pour le camp indépendantiste, en quelque sorte. Au mois de janvier, il a reçu à l'Élysée des associations représentant les Français d'Algérie et il a reconnu les événements très importants au plan mémoriel pour les pieds-noirs que sont la fusillade de la rue d'Isly, à Alger le 26 mars 1962, et le massacre d'Oran du 5 juillet 1962, jour officiel de l'indépendance. Avant d'être élu président de la République, Emmanuel Macron avait qualifié la colonisation de « *crime contre l'humanité* ». Donc ce qu'il va dire à propos des soixante ans des accords d'Évian, je n'en sais strictement rien. L'Élysée annonce un discours, mais pour ce qui concerne la cérémonie, ce n'est pas très précis pour l'instant.

Benjamin Stora et Emmanuel Macron, janvier 2021 © Christian Hartmann/AP/SIPA
Numéro de reportage : AP22544838_000001

Et vous oubliez le rapport commandé par l'Élysée à Benjamin Stora...

Certes non ! De nombreuses recommandations émises par Benjamin Stora sont suivies par Emmanuel Macron. Remis il y a un an, ce rapport est pourtant très déséquilibré, car il exprime une condamnation de principe pour l'œuvre coloniale française en Algérie et une sympathie rétrospective pour la cause indépendantiste qui fait silence sur les moyens

utilisés par le FLN pour parvenir à ses fins. Benjamin Stora refuse par exemple de qualifier de terroristes les attentats du FLN qui frappaient des innocents, des civils, des femmes et des enfants. Le rapport Stora est marqué par l'échec d'une certaine manière, car au départ l'Algérie devait produire une réflexion parallèle sur ce que les Algériens nomment la révolution algérienne ou la guerre d'indépendance. Or Alger n'a pas bougé d'un centimètre sur ce sujet, n'a fait aucun compromis. Le pouvoir algérien actuel, issu du pouvoir militaro-industriel du FLN, demande toujours plus d'excuses à la France pour la colonisation et la guerre d'Algérie selon une version mythifiée de l'histoire, tandis que les archives algériennes restent inaccessibles.

Faut-il voir dans ce rapport une repentance à sens unique ?

Ce rapport donne plus de torts à la France qu'à l'Algérie, mais affirmer qu'il est à sens unique serait un peu excessif. Il y a certaines propositions du rapport Stora que je ne conteste pas. À dire vrai, je m'attendais à pire.

Tous les protagonistes ont droit à une espèce d'onction compassionnelle ou à des excuses nationales officielles : Algériens, harkis, pieds-noirs et militants du FLN. Mais même si le combat pour l'Algérie française peut sembler aujourd'hui une erreur pour beaucoup de Français, il n'y a jamais un mot pour nos morts. Ces vies qui ont été brisées ne mériteraient-elles pas, de temps en temps aussi, un petit mot ?

Si on fait des sondages d'opinion, on s'aperçoit que plus de 70 % des Français considèrent qu'il n'aurait pas fallu faire la guerre d'Algérie. Mais c'est une vision complètement anachronique. Quand commence la guerre d'indépendance en 1954, pour tout le monde, y compris à gauche, l'Algérie c'est la France. L'Algérie faisait partie du territoire national depuis 1848, ce n'était pas une colonie au sens strict ! L'idée que l'Algérie puisse devenir indépendante est une idée qui n'est arrivée que beaucoup plus tard dans le débat politique. Jusqu'en 1958, il est clair pour tout le monde que l'Algérie va rester française. L'armée mène une guerre dure en poursuivant des buts qui lui ont été assignés par des gouvernements de gauche, sous la IV^e République, avec des moyens budgétaires et juridiques, comme les pouvoirs spéciaux, qui ont été votés par la majorité de l'Assemblée nationale. L'armée a mené contre les réseaux terroristes du FLN une lutte qui, à l'époque, était légale et considérée comme légitime. Rappelons que, pendant la guerre d'Algérie, 15 000 militaires français sont morts au combat ou par attentat, et 9 000 par maladie ou accident, soit un total de 24 000 morts, parmi lesquels 12 000 appelés du contingent et 4 500 Français musulmans. Aux morts, il convient d'ajouter 43 000 blessés et disparus. Ces chiffres sont certes moins élevés que ceux des pertes du FLN (environ 150 000 hommes), mais ils sont néanmoins importants. Des victimes, cette guerre tragique en a fait dans les deux camps.

Comment expliquer que le gouvernement français ne proteste pas davantage contre les outrances actuelles de certains dignitaires algériens ?

Il y a un complexe de la France vis-à-vis de l'Algérie. La pression de minorités idéologiques qui œuvrent en France et instrumentalisent l'histoire a contribué à ce climat. On les retrouve en quelque sorte dans le mouvement woke. Tout part de l'idée que la colonisation était un crime en soi, une sorte de péché originel que porteraient encore la France et les Français. C'est notamment vrai dans le regard porté sur les Français d'Algérie, aujourd'hui considérés comme des gens coupables intrinsèquement, philosophiquement, substantiellement parce qu'ils auraient incarné ce péché de la colonisation. Alors que l'on sait très bien que, sociologiquement, les trois quarts des Français d'Algérie étaient d'une condition très modeste, et qu'ils ont tout perdu en quittant leur pays en 1962. Ce complexe-là agit sur les esprits en France et s'aggrave de la faiblesse du pouvoir vis-à-vis d'Alger. Rien de nouveau avec Macron : c'était déjà le cas sous Hollande, Sarkozy, Chirac ou Mitterrand... Cela fait plus de quarante ans que la France se couche devant le pouvoir algérien. Je pense qu'il y a aussi une inquiétude quant à la présence de la communauté algérienne ou franco-algérienne en France, dont personne ne connaît précisément l'effectif, qui est peut-être de 6 millions d'individus.

Pour lutter contre ce complexe historique et contre l'émergence sur notre sol d'un phénomène de « désassimilation » d'une partie de la jeunesse originaire d'Algérie, ne faudrait-il pas parfois rappeler que la colonisation a peut-être aussi eu quelques bienfaits ?

L'œuvre française en Algérie a été considérable. La France a donné son nom à l'Algérie, a dessiné ses frontières, a bâti des routes, a construit un réseau de chemin de fer, des ports, des barrages, des villes, des hôpitaux, des écoles, des bâtiments publics, une bibliothèque nationale, tous les musées, etc. C'est également la France qui a découvert le pétrole et le gaz qui sont actuellement la principale richesse de l'État algérien. Un historien comme Daniel Lefeuvre, dans une thèse d'histoire économique, a montré que, pendant la période coloniale, c'est la France qui a subvenu aux besoins de l'Algérie. La France n'a donc pas pillé l'Algérie.

Il y a trois temps dans la présence française en Algérie. Le temps de la conquête, au xix^e siècle, une guerre très dure qui se termine en 1847. À l'autre bout se trouve le temps de la guerre d'Algérie qui commence en 1954. Entre les deux, il y a cent ans, schématiquement de 1850 à 1950, durant lesquels l'Algérie formait certes une société duale entre Européens et musulmans, avec ses inégalités de statuts héritées de la colonisation, mais où les communautés coexistaient à peu près paisiblement. Cet équilibre fragile ne pouvait pas durer – je suis de ceux qui pensent que l'indépendance de l'Algérie était inéluctable –, mais cela ne justifie pas de caricaturer ou de passer sous silence ces très longues années, l'équivalent d'un siècle, où il a existé, sous la souveraineté française, une Algérie heureuse.

Or, l'ignorance historique sur ce sujet est entretenue par l'enseignement et par les médias. À l'université, la plupart des chercheurs qui travaillent sur ces sujets sont anticolonialistes par principe. Des raisons politiques jouent aussi : la France a quitté l'Algérie en 1962 dans des conditions assez misérables, à la suite des accords d'Évian mal négociés, signés à la va-vite, et où la France a tout lâché à l'Algérie en échange de garanties illusoires.

Est-il également prévu quelque chose pour le 26 mars, date de la fusillade de la rue d'Isly ? Soixante ans plus tard, de quoi est-on parfaitement sûr concernant cette tuerie ?

Emmanuel Macron a déjà reconnu l'existence d'un « *massacre impardonnable pour la République* » le 26 janvier, devant une quinzaine d'associations de Français d'Algérie. La fusillade de la rue d'Isly est une histoire complexe. Elle survient le 26 mars 1962, c'est-à-dire une semaine après la signature des accords d'Évian. Le quartier européen de Bab El Oued à Alger se révolte. Des extrémistes de l'OAS essaient de faire de ce quartier une sorte de camp retranché de Français qui refusent les accords d'Évian. Les forces de l'ordre désarment le commando de l'OAS, mais c'est un cordon de militaires qui bloque le quartier auquel les Français d'Algérie désespérés veulent montrer leur soutien. La manifestation se heurte à des tirailleurs algériens, qui sont des soldats de l'armée française (des appelés) et un premier coup de feu est tiré, on ne sait pas par qui. Ce coup de feu déclenche une fusillade, les soldats tirant sur les manifestants désarmés. Cette manifestation se transforme donc en massacre. Selon les chiffres officiels, il y aurait eu 49 morts, mais la réalité est sans doute proche de 80 morts et 150 blessés. Abandonnés par les accords d'Évian, désespérés, les Français d'Algérie voient l'armée française leur tirer dessus ! Ils n'auront plus qu'à quitter leur terre natale.